

*Le budget*

terroristes. Si le NPD réussissait à s'en débarrasser, le pays serait exposé à toutes ces menaces internationales.

La députée a donné l'exemple des chaussures en soutenant que les riches et les pauvres paieraient la même taxe. Comme les chaussures en cuir sont actuellement assujetties à une taxe de 13,5 p. 100, ne croit-elle pas qu'il serait plus sensé pour les familles à faible revenu, qui seront en meilleure position financière après l'entrée en vigueur de la TPS, de payer seulement 7 p. 100 au lieu de 13,5 p. 100, ou s'imaginer-t-elle que 13,5 p. 100, c'est inférieur à 7 p. 100?

**Mme Black:** Il est intéressant que le député d'en face soulève cette question. Rien ne prouve que les prix vont baisser lorsque sera supprimée la taxe sur les ventes des fabricants. Rien ne nous assure que les prix vont chuter de 13,5 p. 100. Je serai très étonnée si tous les prix baissent de 13,5 p. 100 pour augmenter ensuite de 7 p. 100.

Une taxe qui frappe les chaussures est une taxe régressive qui constitue un fardeau disproportionné pour les Canadiens à revenu moyen. Elle ne relève pas d'une fiscalité juste, mais d'une fiscalité régressive. Les Canadiens le savent bien et ils en ont ras le bol.

**Une voix:** Quelle est votre solution de rechange?

**Mme Black:** Nous l'avons déjà déposée à la Chambre et elle est très sensée. Pourquoi ne prenez-vous pas la peine de la lire? Vous pourriez apprendre quelque chose.

Le député me parle ensuite des Forces armées canadiennes qu'il estime nécessaires dans la lutte contre la pollution, la protection de nos pêches et pour un certain nombre d'autres activités dont je ne me souviens même pas.

Un important déversement de pétrole a touché ma province en décembre 1988, au lendemain de mon élection. J'ai survolé en hélicoptère les secteurs dévastés de la côte est de l'île Vancouver. C'était horrible. Il n'y avait pas de militaires sur place. Les députés de mon parti ont demandé que les militaires viennent participer au nettoyage. Je me rappelle aussi qu'aucun militaire n'a contribué à éteindre l'incendie de la montagne de pneus de Hagersville, en Ontario, il y a deux semaines.

La question du député n'est absolument pas fondée. Il sait ce que fait le gouvernement actuel. Il sait que les conservateurs s'en prennent encore une fois aux Canadiens à revenu moyen et à leurs familles.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Deux autres députés ont demandé la parole, à savoir le député de Dauphin—Swan River et le député de Surrey—Nord. La parole est au député de Dauphin—Swan River.

**M. Brian White (Dauphin—Swan River):** Monsieur le Président, voilà près de cinq ans et demi que je représente ici ma circonscription et que j'entends les néo-démocrates parler des Canadiens ordinaires. Discours après discours, ils me convainquent toujours davantage qu'ils sont complètement coupés de la réalité.

Le budget de 1990 comporte des mesures qui rendent compte de décisions qui ont été très difficiles à prendre. Des choix devaient être faits. Les mesures qui s'imposent ne sont pas toujours les plus populaires. Le gouvernement conservateur se serait attiré une faveur populaire sans précédent s'il avait sorti son chéquier et fait un chèque à quiconque demandait de l'argent, mais il n'aurait pas fait preuve d'un bien grand sens des responsabilités s'il avait agi de la sorte.

Quand on s'arrête à penser que la solution des néo-démocrates à tous les problèmes consiste à donner de l'argent aveuglément ou à faire un chèque, cela en dit long sur la politique du NPD. C'est pourtant la solution qu'il préconise.

Dans son allocution, la députée de New Westminster—Burnaby a parlé de principes. Je ne mets pas en doute ses principes. Je ne mets en doute les principes d'aucun membre de cette Chambre et je déteste qu'on mette en doute les miens, car je suis un membre du gouvernement. Permettez-moi d'exposer à la députée le fondement de mes principes.

J'ai trois adolescents à la maison qui seront bientôt en âge d'entrer sur le marché du travail. Ils vont se demander comment il se fait que, pendant toutes les années que j'ai passées à la Chambre, je n'ai pas donné mon appui à des politiques permettant de mettre un frein aux dépenses gouvernementales de sorte que mes enfants et mes petits-enfants n'aient pas à payer une dette que j'ai contractée pendant que je siégeais à la Chambre. Je répète donc la question que mon collègue a posée. Si nous voulons freiner les dépenses, comment devons-nous faire?